

## ELLES SONT DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES À TÉMOIGNER

## Quand les femmes subissent des violences au quotidien

**Des femmes, toutes tendances et catégories socioprofessionnelles confondues, et de tous niveaux d'instruction : professeurs d'université, médecins, pharmaciennes, enseignantes, avocates, infirmières, ou simplement des femmes qui s'occupent de leur foyer, connaissent des violences physiques, morales ou verbales venant de leur époux, et continuent, à ce jour, à subir les pires humiliations.**

Cette situation malheureuse et qui prend de l'ampleur dans la société algérienne dessine une sorte de cartographie où figure «un terrorisme relationnel» de type conjugal, où se joue quotidiennement autour des tables familiales, dans les lits conjugaux, l'exercice injuste, illégal, scandaleux d'un pouvoir masculin fait de violence intense contre la femme déjà culpabilisée, minorée, exutoire des frustrations. En lieu et place d'implications affectives et de relations de respect et d'affection partagée, se substitue la surdétermination de l'image machiste de l'époux idéal, de l'homme qui focalise sur soi l'imaginaire trouble et sexiste d'une société encore engluée dans des structures archaïques, un espace conjugal où se mêlent la répression, la domination, l'étouffement, l'emprisonnement et la tyrannie.

Une femme, B. S., âgée de 40 ans, mariée, deux enfants, études universitaires, issue d'une famille de gens lettrés, raconte avoir été maltraitée physiquement par son époux, alors qu'elle était enceinte de 7 mois, ce qui lui a valu une hospitalisation de plusieurs jours. Son époux, dira-t-elle, continue à la martyriser et à l'humilier à ce jour. Le seul moyen pour se défendre, l'exil intérieur ; elle prend quotidiennement des psychotropes pour s'anesthésier. Elle soutient le fait qu'elle ne peut quitter son mari, car elle a des enfants qu'elle refuse de voir souffrir pour cause de divorce. Elle a fini par accepter la «loi du ballon» au profit de la prolifération de son tortionnaire d'époux, ce dernier lui impose un régime de servilité et une fonction de femelle. Une autre femme, S. R., 47 ans, médecin de formation, 5 enfants, dans son allocution dira : «La violence que je subis

ne se limite pas aux coups, aux violences sexuelles. Elle se présente sous différentes formes : tortures morales, menaces..., toutes ces formes d'humiliation m'ont conduite à un état de stress permanent dont le processus final est la prise quotidienne d'antidépresseurs, en l'occurrence le Zyprexa».

Sur un autre registre, la violence masculine rencontrée chez les couples où la femme est en situation de dépendance et ne peut aisément abandonner le foyer conjugal : quand la femme est enceinte ou qu'elle ne travaille pas. Toujours dans la même trame d'idée, il existe des cas d'hommes battus, mais il s'agit d'un phénomène rare.

Une jeune femme, K. M., 32 ans, a fait des études secondaires, avec obtention du bac, s'est mariée juste après son entrée à l'université. Elle a donc arrêté ses études pour travailler afin d'aider son mari qui continuait les siennes, puis elle a abandonné son travail pour avoir des enfants. Dix ans plus tard, elle a divorcé par consentement mutuel et a obtenu la garde de ses trois enfants, mais le tribunal a demandé que les biens soient divisés entre les deux époux.

Cependant, la pension alimentaire décidée par le tribunal est insuffisante, elle a été obligée par la force des choses à ne compter que sur l'aide parentale et ses propres revenus, elle se trouve ainsi prise dans un cercle infernal et sans issue. Elle a fini par vendre son corps pour subvenir aux besoins de ses enfants. Sa frustration est d'autant plus grande que les hommes à qui elle a vendu ses charmes la battent et l'humilient.

Une jeune femme, Y. F., 27 ans, niveau de troisième année d'université, souffrant depuis un certain temps de légères crises



Les violences contre les femmes toujours en hausse en Algérie.

dépressives, est conseillée par son entourage de voir un taleb, installé en catimini, afin d'exorciser «le mal» incurable. L'efficacité du maître «sorcier» n'étant plus à démontrer, la malheureuse ne doutant point de ce qui allait lui arriver, débarqua un jour chez le fameux taleb désespérée qui lui fit ingurgiter un somnifère et abusa d'elle. En se réveillant, la pauvre jeune femme se rendit compte de l'horrible forfait qui lui arriva. Il est indéniable et toujours vrai que dans la relation du taleb et ses patients, existe une dose de complicité trouble provoquée par des techniques de persuasion spécifiques. Identification et transfert d'affect y jouent fortement. Mais les talebs qui, dans la tradition de la société algérienne, remplissaient la fonction de régulateur des tensions psychologiques vécues par des individus à défaut de médecins compétents, abusent aujourd'hui de la naïveté ou de la confiance propre à toute thérapie des «patients» crédules pour transgresser toute morale, ils deviennent ainsi des violeurs en sus de leur tare endémique.

Le charlatanisme qui se nourrit sans cesse de la bigoterie

excessive, de la dévotion pitoyable que leur vouent des esprits encore innocents. Une autre forme de violence contre les femmes s'exerce dans les institutions de formation, écoles, lycées, universités, ou dans les administrations par les cols blancs. Il existe une relation de pouvoir, appelée juridiquement le harcèlement sexuel et dont la réalité est presque totalement étouffée ou voilée par la force du tabou ou la loi du silence.

Une jeune fille, Z. S., 19 ans, il y a de cela quelques mois, à la suite d'une aventure amoureuse avec un garçon, dont les parents ont refusé d'admettre cette relation, a tellement été humiliée par ces derniers qu'elle a fini par se donner la mort en absorbant une quantité importante de somnifères. Le cas de cette adolescente est présenté comme une situation classique dans laquelle peut se retrouver une jeune fille lorsqu'il lui arrive de commettre «une erreur de jeunesse» : c'est l'abandon, la solitude et la folie qui l'attendent.

Une autre jeune fille, B. A., 23 ans, comptable de formation, trois mois après son recrutement dans une entreprise privée de

construction, son chef de service, usant de sa position dominante, abusait d'elle. Face à ce vulgaire chantage sexuel, elle a été obligée, quelques jours après, de quitter son travail. Il y a de cela quelques années, une élève du secondaire, H. R., 16 ans, s'est plainte à ses parents des agissements malhonnêtes d'un de ses professeurs, ce dernier a été corrigé par les parents à sa sortie du lycée. Cependant, aucune plainte n'a été enregistrée au niveau de l'administration ni auprès de la police contre cet enseignant voyou.

Un professeur de lycée a battu son épouse (enseignante) lui fracturant le bras, la femme a été obligée de prendre un arrêt de travail de plusieurs semaines, aucune plainte contre l'époux indélicat n'a été déposée.

Une autre enseignante, M. I., 32 ans, a sidéré le médecin prescripteur par les traces qu'elle portait au visage. Battue par son mari, elle a eu droit à un repos maladie. Aucune plainte comme dans les autres cas. Il faut dire que se plaindre pour une femme, c'est se désigner à une population essentiellement machiste, patriarcale, comme étant non pas une victime mais celle qui a transgressé certaines lois non écrites de la gent masculine.

Nombre de jeunes filles exerçant dans des administrations publiques dans le cadre du filet social, percevant 5 400 dinars par mois, sont non seulement exploitées à outrance, mais subissent le harcèlement sexuel au quotidien. Cependant, par éthique puritaine, elles ne veulent pas en parler.

La situation de ces femmes dans la désolation, en difficulté et livrées le plus souvent à elles-mêmes, reste navrante et humainement «inacceptable». C'est pourquoi, les pouvoirs publics doivent impérativement doter les hôpitaux de structures d'accueil, d'écoute et de prise en charge sur le plan psychologique.

Layachi Salah Eddine

## TIZI OUZOU

Vers l'ouverture de la Maison de la presse  
Malik-Aït-Aoudia

**Après plus de deux ans de tergiversations, l'administration de wilaya a enfin décidé d'ouvrir la Maison de la presse Malik -Aït-Aoudia de Tizi-Ouzou et de mettre ses locaux en location au profit des organes de presse nationale qui en exprimeront la demande, et ce, après signature d'un contrat de location avec le gestionnaire, à savoir l'administration de wilaya.**

C'est ce qu'a annoncé le DAL, directeur de l'administration locale, lors de la séance, mercredi dernier, de la session ordinaire de l'APW consacrée au vote du budget supplémentaire et à l'évaluation du programme de développement de la wilaya.

Un cahier des charges comportant dix-sept clauses définissant les modalités de gestion, de fonctionnement de la structure ainsi

que les droits et les devoirs des locataires potentiels a été élaboré par l'administration de la wilaya (DAL).

La latitude de la location des locaux pour une durée de trois ans renouvelable sera laissée aux organes de presse qui en exprimeront la demande. Dans le cas où le nombre de demandeurs dépasse le nombre de locaux disponibles, il sera procédé à un tirage au sort.

Inaugurée au mois d'octobre 2015 et baptisée au nom du défunt journaliste Malik Aït Aoudia, la Maison de la presse de Tizi-Ouzou est restée non opérationnelle, au grand dam de nombreux journalistes et des citoyens.

Il convient de signaler que la construction de l'édifice a été financée grâce à une subvention votée par l'APW durant la précédente mandature de cette assemblée.

S. A. M.